



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 14-17 novembre 2022

Distribution: générale

Point 6 de l'ordre du jour

Date: 11 octobre 2022

WFP/EB.2/2022/6-C/Add.1

Original: anglais

Rapports d'évaluation

Pour examen

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Réponse de la direction aux recommandations issues du rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique pour l'Équateur (2017-2021)

Contexte

1. Le présent document fait état de la réponse apportée par la direction du PAM aux recommandations issues de l'évaluation du plan stratégique (PSP) établi pour l'Équateur pour 2017-2021.
2. Menée entre avril 2021 et juin 2022, l'évaluation a porté sur le positionnement stratégique du PAM, la contribution de celui-ci à la réalisation des effets directs, l'efficacité de la mise en œuvre du PSP et les facteurs qui expliquent les résultats obtenus.
3. L'évaluation fournit des éléments factuels sur lesquels il est possible de s'appuyer pour déterminer la pertinence du PSP ainsi que l'efficacité avec laquelle les objectifs qui y sont énoncés ont été atteints. Fondée sur une approche consultative axée sur l'utilisation, l'évaluation a rempli le double objectif consistant à rendre compte de l'action menée et à favoriser l'apprentissage, et a également servi à guider l'élaboration du nouveau plan stratégique pour l'Équateur.
4. Les évaluateurs ont formulé quatre recommandations d'ordre stratégique et deux d'ordre opérationnel, qui se rapportent à des questions essentielles à prendre en compte dans la perspective du prochain plan stratégique pour l'Équateur.
5. Il est indiqué dans la présente réponse si le PAM accepte, accepte partiellement ou n'accepte pas les recommandations principales et subsidiaires. Y sont précisés également les mesures à prendre (ou déjà prises), les entités responsables et les délais de mise en œuvre des recommandations.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Perrone
Directeur de pays
courriel: matteo.perrone@wfp.org

Mme L. Castro
Directrice régionale
Amérique latine et Caraïbes
courriel: lola.castro@wfp.org

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'ÉQUATEUR (2017-2021)					
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations principales et subsidiaires (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>Degré de priorité: élevé Échéance: janvier 2023 Recommandation 1: Le PAM devrait renforcer son approche du triple lien (action humanitaire, développement et paix) et de la protection dans ses interventions en Équateur, en mettant à profit les systèmes de protection et les alliances déjà en place.</p>	<p>Directeur de pays (bureau de pays, bureau régional et Département de l'élaboration des programmes et des politiques au Siège)</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p>	<p>Le bureau de pays continuera de tenir compte dans ses programmes et ses projets de la contribution du PAM au lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix en renforçant la cohésion sociale chaque fois que cela est possible. Dans le cadre des accords signés avec d'autres entités des Nations Unies et des partenaires locaux, il renforcera les mesures de portée générale relatives à la sécurité alimentaire, à l'intégration et aux moyens d'existence et les mettra en œuvre. Le nouveau PSP expose la contribution du PAM au triple lien.</p>	<p>Unité du bureau de pays chargée des programmes</p>	<p>Janvier 2023</p>
<p>1.1 Inclure les communautés d'accueil dans les interventions du PAM à titre de stratégie de prévention des conflits. Degré de priorité: élevé (janvier 2023)</p>	<p>Directeur de pays (bureau de pays et bureau régional)</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p>	<p>Il est envisagé d'inclure davantage les communautés d'accueil, sous réserve de fonds disponibles. Le bureau de pays continuera de mettre en œuvre des projets en collaboration avec les communautés d'accueil, en fondant son action sur les 1 000 premiers jours de la vie et en suivant une démarche axée sur la protection sociale et la prévention des conflits qui comprend une analyse des conflits et des évaluations des risques, notamment les risques de conflits, afin d'éclairer les programmes. Le bureau de pays se coordonne avec le Ministère de l'économie et de l'inclusion sociale pour procéder à l'expansion horizontale¹ du système national de protection sociale (dont la première phase a débuté en novembre 2020, la deuxième en décembre 2021 et la troisième en août 2022).</p>		<p>Recommandation appliquée</p>

¹ L'expansion "verticale" désigne la prolongation de l'assistance fournie aux bénéficiaires actuels, tandis que l'expansion "horizontale" concerne l'inclusion de nouveaux bénéficiaires ou de nouvelles communautés.

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'ÉQUATEUR (2017-2021)					
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations principales et subsidiaires (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>1.2 Évaluer et actualiser les critères de vulnérabilité afin d'y inclure la problématique femmes-hommes et les risques spécifiques auxquels sont exposés les hommes adultes dans le contexte actuel (sous l'angle de la protection), ainsi que les critères de vulnérabilité au climat et aux catastrophes.</p> <p>Degré de priorité: élevé (janvier 2023)</p>	Directeur de pays (bureau de pays et bureau régional)	La recommandation est acceptée.	Depuis 2018, le bureau de pays mène des évaluations de la sécurité alimentaire et met à jour les critères de vulnérabilité appliqués à la population équatorienne. Il continuera de réaliser des évaluations de la sécurité alimentaire tous les ans, et prendra en compte le sexe, l'âge et la diversité en fonction de l'urgence de la situation. Le PAM s'emploiera également à définir des mesures spécifiques qui facilitent l'inclusion des hommes exposés à des risques liés à la protection.	Unité du bureau de pays chargée des programmes	Recommandation appliquée
<p>1.3 Organiser une réunion de planification avec les partenaires pour trouver et définir de nouvelles possibilités d'action conjointe et de collaboration sur le triple lien.</p> <p>Degré de priorité: élevé (décembre 2022)</p>	Directeur de pays (bureau de pays et bureau régional)	La recommandation est acceptée.	L'unité chargée des programmes continuera d'organiser des réunions avec les partenaires, notamment le conseiller des Nations Unies pour la paix et le développement en poste dans le bureau du coordonnateur régional, afin de répertorier des activités complémentaires qui visent à venir en aide aux groupes de population les plus exposés aux risques et qui s'inscrivent dans le triple lien. Les bureaux auxiliaires du PAM organiseront également entre eux des réunions au cours desquelles il sera possible de relier le travail des petits producteurs à l'action menée en faveur de la population de migrants.	Responsable des programmes au sein du bureau de pays (bureau régional)	Décembre 2022

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'ÉQUATEUR (2017-2021)					
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations principales et subsidiaires (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>1.4 Mener des évaluations des risques et des vulnérabilités qui tiennent compte des critères relatifs à l'impact sur l'environnement.</p> <p>Degré de priorité: élevé (décembre 2022)</p>	<p>Directeur de pays, responsable des programmes (bureau de pays et bureau régional)</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p>	<p>En juin 2022, une mission du bureau régional a examiné les garanties environnementales et sociales des programmes et des projets mis en œuvre par le bureau de pays. Ce dernier se coordonne avec le bureau régional pour élaborer un plan d'action et mettre en œuvre ces garanties. Des mesures sont actuellement prévues dans un projet binational concernant le renforcement de la capacité d'adaptation aux changements climatiques au moyen de mesures en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les communautés afrodescendantes et Awá vivant dans la zone frontalière entre la Colombie et l'Équateur, et seront prises en compte dans d'autres projets conformément au plan d'action.</p>	<p>Unité du bureau de pays chargée des programmes</p>	<p>Décembre 2022</p>
<p>1.5 Élaborer des orientations relatives aux programmes à l'intention du personnel et des partenaires du PAM, en dressant la liste des multiples activités susceptibles d'améliorer la résilience par l'intermédiaire de la production agricole (récoltes et réduction des pertes après récolte) et de la génération de revenus pour les femmes. Ces orientations seront utilisées pour justifier et étayer le choix des futures activités en matière de résilience et de changements climatiques, lesquelles seront, dans la mesure du possible, liées aux interventions humanitaires du bureau de pays.</p> <p>Degré de priorité: élevé (décembre 2022)</p>	<p>Directeur de pays, responsable des programmes (bureau de pays et bureau régional)</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p>	<p>Le bureau de pays continuera de renforcer et de diversifier les activités menées dans le cadre du PSP en cours (au titre des effets directs stratégiques 2 et 3), qui visent à développer les capacités et à encourager la participation des petits producteurs, en particulier les femmes, à la mise en place de systèmes alimentaires fondés sur une agriculture durable et générant des moyens d'existence équitables, résilients et durables.</p> <p>Le bureau de pays élaborera un guide des programmes qui comprendra la liste des activités susceptibles de renforcer sa collaboration avec les petits producteurs dans le cadre du nouveau PSP. À cet égard, il tiendra compte de la possibilité de relier l'action qu'il mène dans le domaine humanitaire aux activités mises en œuvre pour améliorer la résilience ou faire face aux changements climatiques.</p>		<p>Décembre 2022</p>

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'ÉQUATEUR (2017-2021)					
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations principales et subsidiaires (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>Degré de priorité: moyen Échéance: juin 2023 Recommandation 2: Tirer profit de la position stratégique du PAM et de ses connaissances en continuant à renforcer le rôle qu'il joue à l'appui de la conception et de la mise en œuvre des politiques publiques. Il est possible de donner suite à la présente recommandation en adaptant le profil des ressources humaines du bureau de pays, en systématisant les connaissances et en élaborant un plan de gestion des connaissances et de sensibilisation avec les pouvoirs publics.</p>	Directeur de pays (bureau de pays)	La recommandation est acceptée.	<p>Le bureau de pays continuera de renforcer les activités de plaidoyer qu'il mène en faveur des politiques publiques. Dans le cadre de ces activités, il a appuyé la loi sur l'alimentation scolaire ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre du projet "1 000 jours", des interventions d'urgence et du système de protection sociale.</p> <p>Le bureau de pays est régulièrement présent dans les grandes instances de débat public, notamment le comité consultatif technique sur l'alimentation scolaire qui a été mis en place par le Ministère de l'éducation ou encore le Secrétariat chargé d'épauler le Gouvernement lors des concertations nationales consacrées au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2021, et il a travaillé en collaboration avec le Ministère de l'agriculture à la stratégie agricole nationale pour les femmes rurales.</p> <p>La fourniture au Gouvernement d'un appui technique sur des sujets spécialisés nécessite des financements et devrait être un processus continu.</p>	Directeur de pays (unité du bureau de pays chargée des programmes)	Juin 2023

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'ÉQUATEUR (2017-2021)					
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations principales et subsidiaires (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>2.1 Renforcer les capacités du personnel du bureau de pays en le dotant des compétences à la fois techniques et politiques indispensables pour apporter au Gouvernement un soutien technique destiné à l'aider à concevoir et à mettre en œuvre des projets et des politiques, en intégrant une approche visant à faire évoluer les relations entre les femmes et les hommes.</p> <p>Degré de priorité: moyen (juin 2023)</p>	Directeur de pays (bureau de pays)	La recommandation est acceptée.	En mai 2022, une initiative de planification stratégique des effectifs a été entreprise afin de mettre en évidence les compétences dont le personnel aura besoin dans le cadre du nouveau PSP. Le bureau de pays mettra en œuvre les recommandations issues de cette initiative en renforçant sa structure administrative (en 2022) et en menant d'autres initiatives pour développer les compétences de son personnel (qui débiteront en 2023).	Directeur de pays (unité chargée des ressources humaines)	Décembre 2023
<p>2.2 Systématiser les enseignements et les réalisations liés aux activités d'alimentation scolaire ainsi que les liens entre ces activités et la production des petits exploitants appuyés par le PAM.</p> <p>Degré de priorité: moyen (juin 2023)</p>	Directeur de pays (bureau de pays)	La recommandation est partiellement acceptée.	Le bureau de pays a déjà décrit en détail le modèle d'alimentation scolaire dans un rapport consacré à ce sujet publié en juillet 2019. Une étude de cas portant sur le lien des petits producteurs avec les marchés alternatifs (tels que les écoles) a aussi été menée en collaboration avec la Fondation McKnight en 2017-2018.	Unité du bureau de pays chargée des programmes	Recommandation appliquée

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'ÉQUATEUR (2017-2021)					
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations principales et subsidiaires (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>2.3 Élaborer un plan de gestion des connaissances et de sensibilisation visant à assurer l'échange de connaissances à l'appui de la stratégie nationale d'alimentation scolaire, des autres programmes de protection sociale et de nutrition, des stratégies nationales relatives aux marchés publics d'achats de produits alimentaires et des activités de transferts de type monétaire du PAM. Concernant la gestion des connaissances, le PAM devrait donner la priorité aux systèmes et aux outils de compilation et de diffusion des enseignements et des réalisations.</p> <p>Les domaines dans lesquels des enseignements peuvent être tirés sont notamment le renforcement des capacités des associations de petits exploitants agricoles tout au long de la chaîne de production, la dynamisation des marchés alimentaires locaux et institutionnels et la réduction des obstacles dans le système des marchés publics.</p> <p>Degré de priorité: moyen (décembre 2022)</p>	Bureau de pays, responsable des programmes (bureau régional et Division de l'innovation et de la gestion des connaissances au Siège)	La recommandation est acceptée.	<p>Le bureau de pays a élaboré une note conceptuelle sur la mise en œuvre du modèle d'alimentation scolaire, qui s'accompagne d'une stratégie claire de transfert de la responsabilité des activités. Il poursuit le travail entrepris pour faciliter l'enregistrement des petits agriculteurs dans le système national de passation de marchés publics et lever ainsi un obstacle majeur à la participation des petits exploitants aux achats publics.</p> <p>Partant de la feuille de route élaborée en collaboration avec le Ministère de l'éducation, le PAM continuera de plaider auprès des autorités locales et du secteur privé afin de trouver des ressources, de combiner les fonds provenant des budgets publics et de mobiliser des acteurs supplémentaires en vue de pérenniser et de transposer à plus grande échelle le modèle d'alimentation scolaire.</p> <p>En collaboration avec le Ministère de l'agriculture, le PAM mettra la dernière main à la boîte à outils d'assistance technique destinée aux petits producteurs, qui comprendra une assistance dans les domaines de la commercialisation, de la participation aux associations, de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la problématique femmes-hommes.</p> <p>Le bureau de pays renforcera la production de connaissances et leur capitalisation, ainsi que le partage des enseignements tirés des expériences interne et externe. Il recrutera une équipe de consultants pour élaborer la stratégie de gestion des connaissances et le plan d'action.</p>		Décembre 2022

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'ÉQUATEUR (2017-2021)					
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations principales et subsidiaires (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>Degré de priorité: élevé Échéance: janvier 2023 Recommandation 3: Remanier la structure du plan stratégique de pays afin d'y inclure une définition claire des mécanismes de coordination en vue d'accroître les synergies internes entre les effets directs stratégiques tout au long du cycle des projets, notamment en ce qui concerne l'évaluation des besoins et le ciblage ainsi que la conception, la mise en œuvre et le suivi des activités.</p>	<p>Bureau de pays, responsable des programmes (bureau régional et Département de l'élaboration des programmes et des politiques au Siège)</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p>	<p>Le bureau de pays établira la version finale du plan d'action pour la planification stratégique des effectifs et le mettra en œuvre afin de recenser les membres du personnel dotés des compétences requises pour le nouveau PSP, et consolidera ainsi son positionnement vis-à-vis du Gouvernement et sa contribution à l'élaboration des politiques publiques.</p> <p>La structure des effectifs du bureau de pays sera analysée et actualisée conformément aux effets directs énoncés dans le nouveau PSP et à d'autres besoins stratégiques (comme le renforcement des fonctions de partenariat et de communication). Le bureau de pays s'emploiera également à améliorer la coordination et la supervision.</p> <p>Le bureau de pays développera la production d'enseignements tirés des expériences interne et externe ainsi que le partage de ces enseignements. Il recrutera une équipe de consultants pour élaborer une stratégie de gestion des connaissances et un plan d'action.</p> <p>Le bureau de pays a déjà recruté deux consultants internationaux, l'un dans le domaine des partenariats (pour la mobilisation de ressources) et l'autre au sein de l'équipe chargée de la recherche, de l'analyse et du suivi.</p>	<p>Directeur de pays (unité chargée des ressources humaines)</p>	<p>Janvier 2023</p>

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'ÉQUATEUR (2017-2021)					
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations principales et subsidiaires (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>Degré de priorité: élevé Échéance: janvier 2023 Recommandation 4: Veiller à faire de la nutrition un thème transversal du nouveau plan stratégique de pays, en mettant l'accent sur la prévention de la malnutrition chronique et de l'obésité et sur la promotion de l'allaitement maternel.</p>	Nutritionniste en poste dans le bureau de pays (bureau de pays et bureau régional)	La recommandation est acceptée.	<p>Le bureau de pays continuera de mettre en œuvre des activités en suivant une approche à dimension nutritionnelle axée sur la malnutrition chronique, l'obésité et les carences en nutriments. Les activités seront conçues au moyen de l'outil d'analyse des points d'impact des programmes, en collaboration avec diverses équipes du bureau de pays.</p> <p>Dans le cadre du nouveau PSP, les activités, les programmes et les projets seront mis en œuvre en abordant de manière transversale la nutrition, la problématique femmes-hommes, la protection et la prise en compte des risques de conflit.</p>	Nutritionniste en poste dans le bureau de pays (unité chargée des programmes)	Janvier 2023
<p>4.1 Élaborer dans le cadre du nouveau plan stratégique de pays une théorie globale du changement qui tienne compte de la nutrition, et prévoir des plans assortis d'un budget permettant de disposer de ressources humaines et financières suffisantes pour garantir l'intégration d'approches à dimension nutritionnelle dans tous les effets directs stratégiques, ainsi que la mise en place d'une unité spécialisée dans la nutrition qui soit dotée de l'expérience voulue en matière de malnutrition chronique, d'allaitement maternel, de communication visant à faire évoluer les comportements et de protection sociale tenant compte de la nutrition.</p> <p>Degré de priorité: élevé (juillet 2022)</p>	Nutritionniste en poste dans le bureau de pays (bureau de pays et bureau régional)	La recommandation est acceptée.	<p>Dans le cadre de la conception du nouveau PSP, et avec l'appui du bureau régional, le bureau de pays a élaboré une théorie du changement qui comprend une démarche tenant compte des questions relatives à la nutrition, à la problématique femmes-hommes et à la protection.</p> <p>Dans le nouveau PSP, la nutrition est considérée comme une question transversale, et cette approche se retrouve dans l'organigramme. Pour toutes les activités, des fonds suffisants ont été affectés aux initiatives menées en faveur de l'égalité femmes-hommes et de l'avancement des femmes. Les crédits affectés aux activités relatives à la problématique femmes-hommes représentent 15 pour cent du budget du PSP, qui s'élève à 144 millions de dollars É.-U.</p>		Recommandation appliquée

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'ÉQUATEUR (2017-2021)					
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations principales et subsidiaires (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>4.2 Veiller à ce que dans le nouveau plan stratégique de pays, les interventions soient étendues aux femmes enceintes et aux mères allaitantes, en tant que groupe présentant des vulnérabilités nutritionnelles spécifiques, et englobent l'amélioration des pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, ainsi que le renforcement des mécanismes permettant d'orienter les personnes vers des entités spécialisées pour la gestion des cas, si nécessaire.</p> <p>Degré de priorité: élevé (janvier 2023)</p>	Nutritionniste en poste dans le bureau de pays (bureau de pays)	La recommandation est acceptée.	<p>En 2020, le bureau de pays a lancé un programme intitulé "1 000 premiers jours de la vie" destiné aux filles et aux femmes migrantes et réfugiées enceintes ou allaitantes. Fort de cette expérience, il a aidé le Gouvernement à élaborer une stratégie "1 000 jours" qui cible les Équatoriens vulnérables vivant dans l'extrême pauvreté. La stratégie est considérée comme une pierre angulaire des politiques publiques de lutte contre la malnutrition et comprend des démarches ciblées axées sur les filles et les femmes enceintes ou allaitantes.</p> <p>L'effet direct 2 du nouveau PSP intègre la mise en œuvre du programme "1 000 premiers jours de la vie". L'objectif est de prévenir les grossesses chez les adolescentes en fournissant une assistance alimentaire sous forme de bons, qui s'accompagne d'activités à dimension nutritionnelle telles que l'application d'une stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et de la fourniture d'un appui sous la forme de suppléments nutritionnels le cas échéant.</p>	Unité du bureau de pays chargée des programmes (nutritionniste)	Janvier 2023
<p>Degré de priorité: élevé Échéance: juillet 2023</p> <p>Recommandation 5: Mieux intégrer les systèmes de suivi, de gestion des programmes et de suivi financier afin que les responsables de programmes se fassent une meilleure idée des buts et objectifs à atteindre ainsi que du rapport coût-efficacité à obtenir.</p>	Unité du bureau de pays chargée du suivi et de l'évaluation (bureau de pays et bureau régional)	La recommandation est acceptée.	<p>Le bureau de pays renforcera l'intégration des activités de suivi, de mise en œuvre des programmes et de surveillance financière et élaborera des rapports et des tableaux de bord pour partager les informations au moyen du logiciel Tableau.</p> <p>Le bureau de pays continuera d'organiser des réunions mensuelles de son comité de gestion des ressources, au cours desquelles la concordance entre la mise en œuvre des programmes et la surveillance financière sera vérifiée en temps voulu.</p>	Unité chargée des programmes et unité chargée du suivi et de l'évaluation au sein du bureau de pays	Décembre 2022

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'ÉQUATEUR (2017-2021)					
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations principales et subsidiaires (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>5.1 Examiner les indicateurs et en favoriser la mesure et l'analyse intégrée dans le cadre du nouveau plan stratégique de pays en veillant à:</p> <ul style="list-style-type: none"> - assurer la prise en compte des indicateurs de processus et de résultats relatifs aux domaines transversaux pour tous les effets directs prévus dans le nouveau plan stratégique de pays; - prévoir l'intégration dans le cadre de suivi du PAM de cadres de suivi spéciaux. <p>Degré de priorité: moyen (décembre 2022)</p>	Unité du bureau de pays chargée du suivi et de l'évaluation (bureau de pays et bureau régional)	La recommandation est acceptée.	<p>Le bureau de pays continuera d'organiser des réunions de travail mensuelles entre l'unité chargée du suivi et de l'évaluation et l'unité chargée des programmes afin d'améliorer la coordination interne et le suivi des indicateurs.</p> <p>Le bureau de pays développera les plans de suivi destinés aux indicateurs de produit et d'effet direct élaborés pour chaque effet direct du PSP, et suivra ces indicateurs de plus près.</p> <p>Le nouveau PSP comprend des indicateurs de processus et d'effet direct relatifs aux domaines transversaux.</p> <p>Le bureau de pays organise des réunions mensuelles de son comité de gestion des ressources, au cours desquelles le budget de chaque effet direct stratégique est examiné à la lumière du calendrier de mise en œuvre défini dans le cadre de gestion des contributions. Ces réunions sont l'occasion d'adapter les mesures mises en œuvre de façon à gérer les ressources de manière appropriée et efficiente.</p>		Décembre 2022
<p>5.2 Instaurer une procédure d'analyse périodique des états financiers du bureau de pays, ventilés par effet direct stratégique et par activité, aux fins de l'analyse coût-efficacité.</p> <p>Degré de priorité: moyen (juillet 2023)</p>	Unité du bureau de pays chargée du suivi et de l'évaluation (bureau de pays)	La recommandation est acceptée.	Les cadres logiques du PSP en cours et du nouveau PSP comprennent les indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire suivants: le score de consommation alimentaire, un indicateur mesurant la diversité alimentaire et l'indice des stratégies de survie fondées sur la consommation. Les données recueillies seront ventilées par groupe vulnérable et communiquées soit une fois par an soit en fonction de la planification de chaque effet direct du PSP.		Décembre 2022

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'ÉQUATEUR (2017-2021)					
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations principales et subsidiaires (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>5.3 Veiller à l'inclusion d'indicateurs permettant de mesurer la diversité et la qualité de l'alimentation, en ventilant les données par groupe de population vulnérable auquel le PAM vient en aide.</p> <p>Degré de priorité: moyen (décembre 2022)</p>	Unité du bureau de pays chargée du suivi et de l'évaluation (bureau de pays et bureau régional)	La recommandation est partiellement acceptée.	Le bureau de pays continuera de développer ses plans de suivi et d'évaluation en s'assurant que des fonds sont disponibles pour la collecte de données. Il définira les critères à utiliser pour le suivi et fixera le montant des dépenses à engager. Les résultats seront pris en compte dans le prochain plan de suivi et d'évaluation.		Recommandation appliquée
<p>5.4 S'assurer que le bureau de pays et les bureaux auxiliaires disposent de ressources suffisantes pour pouvoir assurer régulièrement la collecte et l'analyse de données (suivi) et promouvoir l'utilisation des résultats du suivi lors de la prise de décisions en matière de programmes et de stratégies pendant la mise en œuvre du plan stratégique de pays.</p> <p>Degré de priorité: élevé (janvier 2023)</p>	Unité du bureau de pays chargée du suivi et de l'évaluation (bureau de pays)	La recommandation est acceptée.	Les résultats du suivi sont présentés en ligne dans des tableaux de bord dynamiques conçus au moyen du logiciel Tableau. Plusieurs tableaux de bord de ce type sont déjà utilisés dans le bureau de pays pour faciliter diverses tâches allant du rapprochement financier au suivi des bénéficiaires et des bons. La direction et le personnel d'appui peuvent se servir de ces tableaux pour éclairer le suivi des activités et ajuster ces dernières si nécessaire.		Recommandation appliquée

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR L'ÉQUATEUR (2017-2021)					
Recommandations principales et subsidiaires	Entité responsable de l'application des recommandations principales et subsidiaires (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Entité responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>Degré de priorité: moyen Échéance: juillet 2023 Recommandation 6: Renforcer les capacités de tous les employés du bureau de pays travaillant dans les domaines relevant des programmes et les domaines transversaux, notamment en ce qui concerne la problématique femmes-hommes, la protection, la nutrition, le suivi et les changements climatiques. En outre, renforcer la capacité des employés qui interviennent directement auprès des migrants de traiter les questions liées à la santé mentale et au soutien psychosocial.</p>	Responsable des programmes au sein du bureau de pays (bureau régional)	La recommandation est acceptée.	<p>Le bureau de pays élaborera et mettra en œuvre un plan de développement des capacités afin d'étoffer les connaissances du personnel, en particulier dans les domaines suivants: problématique femmes-hommes; nutrition; protection; suivi et changements climatiques; mobilité humaine et prise en compte des risques de conflit; santé mentale, notamment les notions de base relatives à la fourniture d'un soutien psychosocial; et recours à une démarche axée sur le triple lien. Dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan, le bureau de pays facilitera le perfectionnement professionnel et personnel de ses employés en leur proposant des formations par l'intermédiaire notamment de ses plateformes internes (WeLearn, par exemple), de modules d'autoapprentissage, de cours interorganisations, de webinaires ou encore de missions organisées par le bureau régional.</p> <p>La possibilité d'affectations provisoires et la mise en place de réunions de travail consacrées à la diffusion des activités de projet et des résultats seront également envisagées dans le plan.</p>	Unité du bureau de pays chargée des programmes (unité du bureau régional chargée des programmes)	Juillet 2023